

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives économiques de l'Ontario

Toujours une province où il fait bon croître?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint, et Kari Norman, économiste

FAITS SAILLANTS

- ▶ L'économie de l'Ontario devrait croître de 1,4 % en 2026, en hausse par rapport à 1,1 % en 2025, soutenue par la réduction des barrières commerciales, la baisse des taux d'intérêt et l'augmentation des dépenses fédérales. Mais ces éléments se traduiront différemment d'une région à l'autre de la province. Notre analyse laisse croire que l'industrie minière et les services privés seront favorables à la croissance, tandis que le secteur manufacturier et les services publics pourraient rencontrer des obstacles majeurs.
- ▶ Le secteur automobile de l'Ontario doit composer avec d'importants tarifs douaniers imposés par les États-Unis et l'incertitude entourant la révision prochaine de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). Les répercussions se sont fait sentir dans des villes comme Windsor, où le taux de chômage a avoisiné les 10 % pendant la majeure partie de l'année. Les autres secteurs manufacturiers de la province ont été moins durement touchés par les tarifs douaniers, sans toutefois sortir complètement indemnes des perturbations commerciales en cours. Ces vents contraires devraient souffler jusqu'à l'an prochain.
- ▶ Les tarifs douaniers américains ont aussi fortement nui à l'industrie sidérurgique de la province, principalement à Hamilton, où était concentrée 60 % de la production d'acier du Canada l'an dernier. La ville de Sault Ste. Marie, dans le nord de l'Ontario, où se trouve l'entreprise Algoma Steel, a également été touchée.
- ▶ Le secteur minier s'est démarqué en Ontario, dans un contexte où le prix de l'or a atteint des sommets historiques et où les projets de minéraux critiques se sont poursuivis. Cette vigueur s'est traduite par une embauche soutenue, un nombre élevé de postes vacants et une hausse des salaires, en particulier dans le nord de la province.
- ▶ L'économie diversifiée de Toronto a atténué l'effet des chocs commerciaux, les services financiers et professionnels ayant dominé au chapitre de l'activité. Cependant, comme la ville est tributaire des talents mondiaux, le resserrement des cibles nationales d'immigration constitue un obstacle pouvant limiter l'offre de main-d'œuvre et freiner les dépenses de consommation, même s'il fait aussi diminuer la pression sur le logement.
- ▶ Ottawa fait face à d'autres problèmes. Les salaires fédéraux sont déjà à la baisse depuis un certain temps, et les annonces récentes de compressions dans la fonction publique devraient accélérer les pertes d'emplois. La création d'emplois dans son secteur technologique florissant ne suffira vraisemblablement pas à compenser les pertes.

À l'approche de 2026, l'Ontario se trouve dans un contexte économique lent et stable, mais très incertain, avec des conditions qui varient considérablement selon la région.

Croissance modérée, incertitude commerciale persistante, ralentissement rapide de la croissance démographique, ajustements au marché de l'habitation et suppressions d'emplois

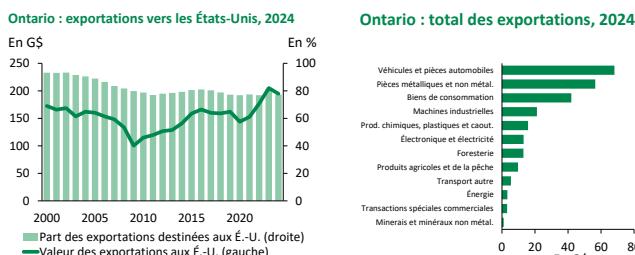
dans le secteur public fédéral sont tous des facteurs déterminants pour la province. Mais il y a aussi de bonnes nouvelles, en particulier du côté des métaux précieux et des minéraux critiques, ainsi que des services privés. Dans cette analyse, nous explorons les secteurs clés de l'Ontario afin de donner à nos membres et clients une idée de la direction que pourrait prendre la province

en 2026. (Pour en savoir plus sur la performance économique de l'Ontario par rapport aux autres provinces canadiennes, consultez nos plus récentes perspectives économiques provinciales.)

Commerce et fabrication : une croissance qui tient à la stabilité de l'ACEUM

Les États-Unis demeurent l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Ontario : plus de 75 % de ses exportations internationales y sont destinées (graphique 1). Les efforts visant à diversifier les marchés étrangers et à réduire les obstacles au commerce interprovincial constituent des avancées importantes. Néanmoins, les États-Unis demeureront toujours un acheteur important de biens et services ontariens.

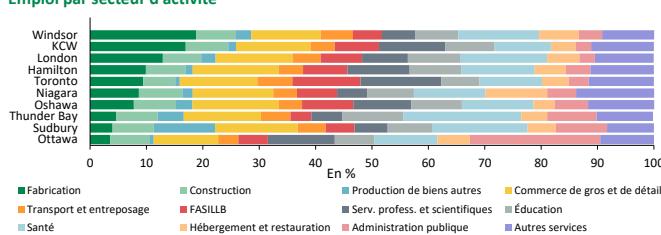
Graphique 1
Les États-Unis dominent le marché de l'exportation de l'Ontario



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le secteur manufacturier de l'Ontario a été aux premières loges de la guerre commerciale avec les États-Unis, ses villes manufacturières étant les plus exposées aux perturbations qui en découlent. C'est le cas notamment de Windsor, de Kitchener–Cambridge–Waterloo (KCW) et de London, où le secteur manufacturier représente entre 10 % et 20 % de l'emploi (graphique 2).

Graphique 2
Windsor, KCW et London sont très dépendantes du secteur manufacturier
Emploi par secteur d'activité



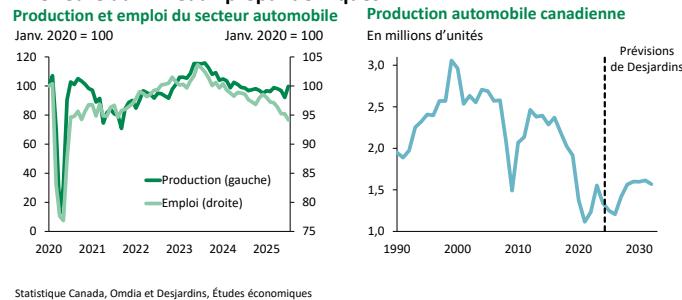
KCW : Kitchener–Cambridge–Waterloo; FASILLB : finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les villes de petite et de moyenne taille situées le long du corridor entre Oshawa et Windsor dépendent particulièrement du secteur de l'automobile. Les véhicules et les pièces automobiles constituent la plus grande catégorie d'exportation de l'Ontario, avec une valeur d'environ 68 G\$ l'an dernier, dont près de 65 G\$ ont été exportés aux États-Unis. Malgré l'imposition de droits de douane de 25 % sur les importations américaines de contenu automobile non américain, la production de l'industrie automobile s'est maintenue à un niveau supérieur aux attentes. Toutefois, les pertes d'emplois, qui évoluaient déjà dans la mauvaise direction, se sont accélérées depuis le début de l'année (graphique 3, gauche).

Graphique 3

La production automobile a faibli depuis 2023 et pourrait rester bien inférieure aux niveaux prépandémiques



Pour la suite, les récentes annonces ne laissent pas présager une reprise significative du secteur automobile.

Qu'on pense aux investissements redirigés vers les États-Unis ou aux modèles ayant été abandonnés, les perspectives pourraient être meilleures. Les médias ont également rapporté, lors du récent sommet de l'APEC (Asia-Pacific Economic Corporation), que le premier ministre canadien et le président chinois avaient évoqué une réduction potentielle des droits de douane sur les véhicules électriques chinois, une mesure qui pourrait menacer davantage le secteur automobile de l'Ontario. Et bien que les perspectives de production automobile au Canada, en fonction des plans annoncés, devraient s'améliorer, le rebond attendu de la production devrait néanmoins laisser celle-ci à un niveau bien en deçà de ce qu'il était avant la pandémie (graphique 3, droite).

Les données à l'échelle des villes sont rares au Canada, mais celles dont nous disposons confirment que le secteur automobile ontarien a été le plus durement touché. (Voir le tableau 1 à la page 7 pour connaître les tendances locales.) Windsor a affiché le taux de chômage le plus élevé de la province, soit environ 10 %, pour la majeure partie de l'année. Cela n'est pas surprenant, notre récent rapport ayant révélé qu'environ 65 000 emplois dans le secteur automobile sont en

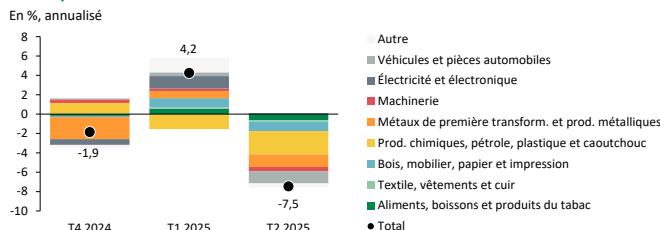
péril en Ontario. Pendant ce temps, les chercheurs d'emploi auront de la difficulté à trouver un nouveau poste, car le taux de postes vacants dans la région de Windsor-Sarnia est à un creux record de 2,1 %.

Néanmoins, le secteur manufacturier de l'Ontario ne se résume pas qu'à l'automobile. La province compte une base industrielle diversifiée qui comprend les métaux primaires et les produits métalliques fabriqués, la machinerie, les produits chimiques, la transformation des aliments et les produits du bois (graphique 4). Les tarifs douaniers américains continuent de s'appliquer aux produits ontariens contenant de l'acier, de l'aluminium, du cuivre et du bois d'œuvre résineux, des matériaux qui soutiennent des secteurs comme les matériaux de construction et l'équipement lourd. Parmi les plus récentes barrières tarifaires américaines figurent des droits de 25 % sur les meubles en bois rembourrés, les meubles de salle de bain et les armoires de cuisine, et ces secteurs devront payer des droits encore plus élevés à compter du 1^{er} janvier 2026.

Graphique 4

La fabrication a mené le déclin du PIB réel de l'Ontario, mais pas seulement en raison du secteur automobile

Décomposition de la croissance du PIB réel du secteur de la fabrication



Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

La révision conjointe de l'ACEUM, prévue en 2026, amène une incertitude considérable pour les fabricants et les exportateurs de l'Ontario. L'exemption tarifaire prévue dans de nombreux décrets du président Trump pour les biens conformes à l'ACEUM a motivé les entreprises à soumettre rapidement les documents nécessaires pour respecter l'accord. La part des exportations canadiennes conformes à l'ACEUM est ainsi passée de 33 % en février à environ 85 % en juillet. Si une renégociation sans heurts de l'ACEUM favoriserait la production en Ontario, en particulier dans ses villes manufacturières, le risque d'une stagnation de l'investissement et de retards dans l'embauche est non négligeable. Et si la révision de l'ACEUM déraille et donne lieu à une nouvelle escalade de barrières tarifaires, les obstacles à l'investissement et à la croissance seront considérables.

Saisir des occasions malgré les vents contraires

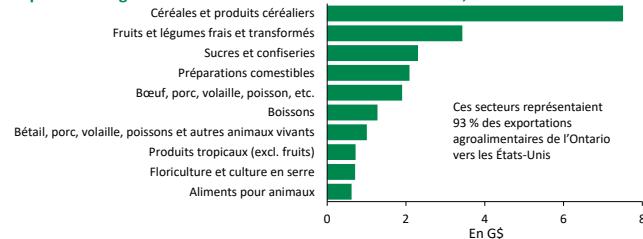
Le secteur agricole et agroalimentaire est un pilier économique plus petit, mais très important pour l'Ontario.

La région de [Windsor-Essex \[en anglais seulement\]](#) accueille 80 % de la superficie des serres ontariennes, et plus de 70 % de ses produits sont exportés aux États-Unis. La région de Niagara, bien connue pour ses 100 vignobles ainsi que pour ses vignobles et ses vergers à fruits tendres, génère près de 140 M\$ d'[exportations agricoles \[en anglais seulement\]](#). La majeure partie des 23 G\$ d'exportations agroalimentaires de l'Ontario vers les États-Unis (graphique 5) sont conformes à l'ACEUM, mais les entreprises peuvent quand même être soumises à des tarifs sur les matériaux d'emballage. Par exemple, les produits et brevages en conserve peuvent être assujettis à des droits de douane sur les composantes en acier ou en aluminium, même si leur contenu est admissible à l'exemption tarifaire. La réduction des droits de douane décrétée par les États-Unis à la mi-novembre sur certains produits agricoles non produits chez eux aura probablement peu d'incidence ici, car les produits de l'agriculture et de l'élevage de l'Ontario en seraient déjà exemptés en vertu de l'ACEUM. Au-delà des frictions commerciales avec les États-Unis, les mesures de représailles chinoises, notamment les droits de douane de 100 % sur les pois et l'huile de canola – une importante culture commerciale dans le nord de l'Ontario – et ceux de 25 % sur le porc et les fruits de mer, ont exercé une pression supplémentaire. Le porc, en particulier, est une industrie clé dans le sud-ouest de l'Ontario. Ces facteurs combinés soulignent la vulnérabilité du secteur aux tensions commerciales mondiales.

Graphique 5

Les Américains achètent des milliards de dollars de produits agroalimentaires ontariens

Exportations agroalimentaires de l'Ontario vers les États-Unis, 2024



Gouvernement de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

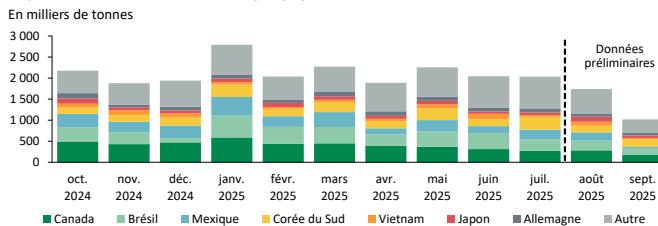
Garder des nerfs d'acier devant les tarifs douaniers

L'Ontario accueille une bonne partie de la production d'acier du Canada, et les exportations du secteur sont assujetties à des droits de douane de 50 % à la frontière américaine. En juillet, les importations américaines d'acier en provenance du Canada avaient chuté de moitié par rapport

à leur niveau de janvier, et les estimations préliminaires suggèrent que les résultats d'août et de septembre ont été encore pires (graphique 6). Hamilton, que l'on surnomme parfois « Steeltown » (la ville de l'acier), a produit 60 % de l'acier du Canada l'an dernier et a été durement touchée par les tensions transfrontalières croissantes. C'est le cas également de Sault Ste. Marie, ville frontalière du nord où est établie l'entreprise Algoma Steel. Cet important producteur d'acier a reçu des prêts des gouvernements du Canada (400 M\$) et de l'Ontario (100 M\$) pour l'aider à réorienter sa production vers les besoins nationaux. Et contrairement à l'aluminium, pour lequel les États-Unis disposent de peu de solutions de rechange aux importations canadiennes, les producteurs américains arrivent à combler une bonne partie de l'écart créé par la baisse des importations d'acier canadien.

Graphique 6 Les données suggèrent que les importations américaines d'acier canadien ont commencé à diminuer en avril

Importations américaines d'acier par pays



International Trade Administration et Desjardins, Études économiques

Le nord de l'Ontario a un cœur d'or

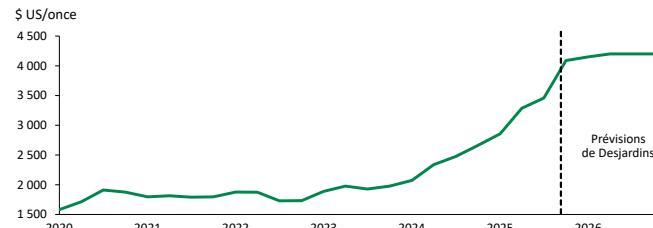
Tandis que les secteurs canadiens de l'acier et de l'aluminium souffrent des tarifs douaniers américains, la production minière et métallurgique s'en tire relativement bien. C'est particulièrement vrai dans le nord de l'Ontario, où d'importants gisements d'or sont la main de Midas de la province pendant cette période d'incertitude économique. Le prix de l'or a récemment atteint des niveaux records, et le secteur des matériaux de la Bourse de Toronto a offert des rendements d'environ 80 % depuis le début de l'année (au 31 octobre 2025). Nous nous attendons à ce que cette bonne fortune se poursuive, car la demande soutenue des investisseurs et des banques centrales aide à maintenir la pression sur les prix (graphique 7).

D'autres métaux n'ont pas profité du même élan et sont, dans certains cas, en situation de surapprovisionnement à l'échelle mondiale. Toutefois, les droits américains plus faibles sur les minéraux critiques non conformes à l'ACEUM, les stratégies du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Ontario en matière de minéraux critiques, et le soutien pour accélérer l'approbation des mines dans la liste des « projets d'intérêt national » sont des éléments qui devraient

Graphique 7

Nous nous attendons à ce que le prix de l'or reste élevé dans un avenir prévisible

Prix de l'or



Datastream et Desjardins, Études économiques

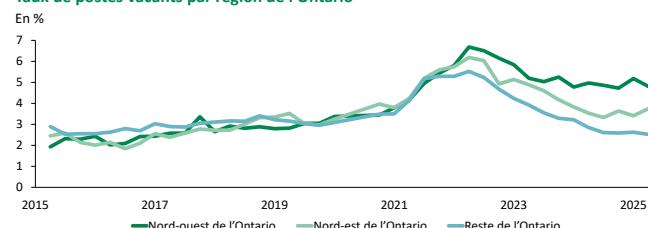
stimuler la production de métaux non précieux dans le nord de l'Ontario également. Le Cercle de feu, riche en minerais et longtemps considéré comme un objectif de développement, est en voie de devenir une réalité.

En plus de transformer l'économie des ressources du nord de l'Ontario, tout cela stimule la vigueur du marché du travail dans la région. L'activité minière robuste s'est traduite par une croissance de l'emploi et une hausse des revenus. Le taux de postes vacants est aussi beaucoup plus élevé dans le nord de l'Ontario qu'ailleurs dans la province (graphique 8), ce qui soutient une solide croissance des salaires.

Graphique 8

Le taux de postes vacants demeure élevé dans le nord de l'Ontario

Taux de postes vacants par région de l'Ontario



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

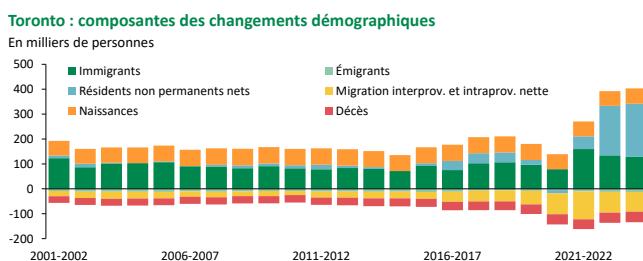
Les régions de l'Ontario à votre service

Contrairement aux centres manufacturiers et sidérurgiques de l'Ontario, les villes dont l'économie est davantage axée sur les services sont moins sensibles aux chocs commerciaux. L'économie de Toronto a une base très diversifiée et bénéficie de nombreux vents favorables à l'horizon en 2026. Capitale financière du Canada, Toronto abrite le siège social de grandes banques, de caisses de retraite et de compagnies d'assurance, en plus de la Bourse de Toronto – la plus importante au pays et l'un des principaux moteurs de l'activité sur les marchés financiers. L'immobilier continue de

façonner le paysage urbain. Malgré un marché de l'habitation faible et largement inabordable, la demande d'espaces de bureaux au centre-ville semble être en hausse. En plus de la finance et de l'immobilier, Toronto bénéficie d'un secteur technologique en croissance, d'établissements d'enseignement postsecondaire de calibre mondial et d'une importante industrie des soins de santé. En tant que capitale provinciale, Toronto maintient également une présence importante dans les services publics, et rien dans l'[Énoncé économique de l'automne 2025](#) n'indique que d'importants mouvements de personnel sont à venir. L'industrie cinématographique et télévisuelle dynamique de la ville, souvent surnommée l'« Hollywood du Nord », contribue à la force culturelle et économique, même si les récentes menaces américaines d'imposer des droits de douane élevés sur les productions tournées à l'extérieur du pays pourraient constituer un risque pour ce secteur. Et tout comme la récente Série mondiale des Blue Jays, les six matchs de la Coupe du monde qui auront lieu à Toronto en 2026 sont susceptibles de stimuler le tourisme dans la région l'été prochain.

Toutefois, comme Toronto est le principal point d'atterrissement du pays pour les nouveaux arrivants, les changements à la politique d'immigration du Canada pourraient nuire aux perspectives de croissance de la ville. L'afflux constant de nouveaux arrivants soutient depuis longtemps la croissance démographique, l'augmentation de la population active et la demande de logements, de services et d'autres commodités (graphique 9). L'immigration a également été un facteur clé du dynamisme économique de Toronto, grâce aux talents qualifiés arrivant de l'étranger. Les établissements d'enseignement postsecondaire dépendent des étudiants internationaux, dont les frais plus élevés aident à compenser le gel des droits de scolarité au Canada. Toutefois, la récente décision du gouvernement fédéral de resserrer les cibles d'immigration a modéré cette trajectoire de croissance. Le nombre moins élevé de nouveaux arrivants atténuerait probablement la pression sur la demande de logements et aidera à [limiter la croissance des loyers](#), mais il pourrait aussi restreindre l'offre de main-d'œuvre et freiner l'élan des dépenses de consommation.

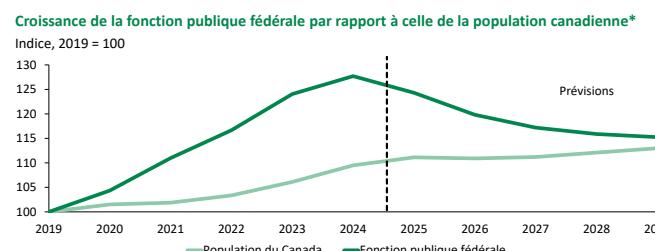
Graphique 9 La croissance de Toronto dépend fortement des nouveaux arrivants



Ottawa, avec son grand nombre d'emplois dans la fonction publique, souffrira particulièrement de la réduction prévue des dépenses de programmes fédéraux. Les salaires fédéraux sont déjà en baisse depuis un certain temps, et les annonces récentes de compressions dans la fonction publique vont accélérer les pertes d'emplois dans l'est de l'Ontario. En effet, dans le [budget de 2025](#), le gouvernement du Canada a présenté un plan visant à éliminer 40 000 postes dans la fonction publique, ou 10 % du sommet de près de 368 000 atteint au cours de l'exercice 2023-2024 (graphique 10). À cela s'ajoutent les experts-conseils et autres fournisseurs externes dont le gagne-pain dépend des contrats du gouvernement fédéral. Les répercussions de ces réductions de personnel se feront sentir dans tout le pays, mais elles pèseront de façon démesurée sur le marché du travail et sur l'économie de la région de la capitale. Même si le secteur technologique d'Ottawa demeure vigoureux, il ne suffira probablement pas à contrebalancer les difficultés économiques causées par la rationalisation du principal employeur du Canada.

Graphique 10

La fonction publique fédérale devrait diminuer de 10 % en cinq ans



Initiatives fédérales en infrastructure : des possibilités à long terme

Les récentes annonces du gouvernement fédéral concernant de grands projets d'infrastructure et d'autres investissements devraient façonnailler le paysage économique de l'Ontario à long terme. Le [développement du Cercle de feu](#) – appuyé par des investissements du fédéral et du gouvernement de l'Ontario – fera du nord de la province une source incontournable de minéraux critiques essentiels pour la fabrication d'appareils électroniques, de dispositifs médicaux et de batteries de véhicules électriques (VE). Cela pourrait renforcer le rôle de l'Ontario dans la chaîne d'approvisionnement pour les VE et soutenir la fabrication automobile dans le corridor Oshawa–Windsor. Le projet de ligne à grande vitesse reliant Toronto, Peterborough et Ottawa ainsi que d'autres villes jusqu'à Québec devrait créer environ 51 000 emplois pendant la phase de construction et générer des gains durables au chapitre du PIB et de la productivité une fois terminé. Il est peu probable que

ces initiatives aient une incidence importante sur la croissance en 2026, mais elles signalent une stratégie à moyen et à long terme qui pourrait transformer les économies régionales et la performance sectorielle au cours des prochaines décennies.

Des dépenses en défense favorables au secteur militaire et industriel de l'Ontario. Les engagements en défense énoncés dans le budget de 2025 s'élèvent à près de 63 G\$ au cours des cinq prochaines années. La majeure partie de ce montant sera consacré à reconstruire et à réarmer les Forces armées canadiennes, ainsi qu'à y réinvestir. L'Ontario, où se trouvent 5 des 24 bases des Forces armées canadiennes et une part importante de la capacité manufacturière du pays, peut tirer profit de la mise à niveau de l'approvisionnement et des infrastructures que prévoient ces engagements.

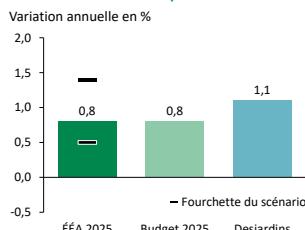
Toutes ces tendances mises ensemble...

Malgré les nombreux vents contraires qui souffleront sur l'économie de l'Ontario en 2026, nos prévisions de croissance laissent présager une reprise par rapport à 2025. Cela s'explique notamment par le taux effectif des droits de douane relativement faible sur les exportations vers les États-Unis (en supposant qu'il demeure inchangé), l'élimination de la plupart des droits de représailles fédéraux (sauf sur les automobiles, l'acier et l'aluminium), les récentes baisses de taux d'intérêt et l'accroissement prévu des dépenses fédérales annoncé depuis les élections de 2025. Si nous ajoutons à cela les données depuis le début de l'année, nous en arrivons à une prévision de croissance du PIB réel selon les dépenses de 1,1 % en 2025 et de 1,4 % en 2026 en Ontario si le scénario de base de nos *Prévisions économiques et financières* d'octobre 2025 se maintient. C'est beaucoup plus que les prévisions économiques utilisées à des fins de planification dans la [mise à jour budgétaire de l'automne](#) du gouvernement de l'Ontario (graphique 11).

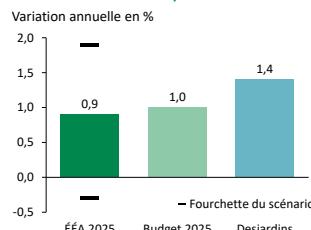
Graphique 11

Nos prévisions de croissance du PIB réel sont supérieures à celles du gouvernement de l'Ontario

Croissance du PIB réel, 2025



Croissance du PIB réel, 2026



Mais ce qui importe le plus à l'échelle de la province, c'est la façon dont ces prévisions se manifesteront dans l'ensemble des secteurs. Comme nous l'avons mentionné, l'économie des diverses régions de la province est stimulée par des industries variées : la fabrication et l'agriculture dans le sud-ouest, l'exploitation minière dans le nord, les services privés à Toronto et les services publics dans l'est. Le sommaire présenté ici est très général, mais peut offrir un certain contexte supplémentaire aux perspectives. Notre analyse suggère que les services miniers et les services privés devraient soutenir la croissance, tandis que le secteur manufacturier et les services publics pourraient connaître des difficultés importantes (graphique 12).

Graphique 12

Les services privés orientés vers le marché intérieur devraient soutenir une croissance positive du PIB réel de l'Ontario

Décomposition de la croissance du PIB réel par industrie

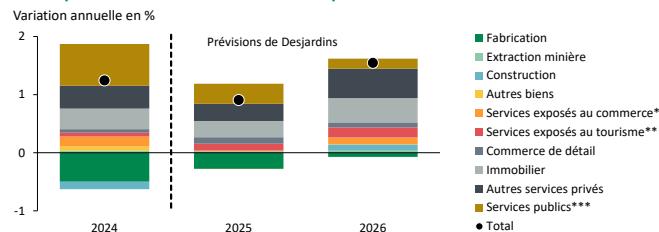


Tableau 1
Ontario : principaux indicateurs économiques par RMR

	2021	2022	2023	2024	Cumul 2025
Croissance démographique – Ontario (var. ann. en %)	1,9	3,4	3,7	3,7	1,3
Toronto	1,7	3,9	4,4	4,4	1,5
Ottawa	2,2	3,2	3,4	3,4	2,2
Hamilton	1,1	1,9	2,1	2,1	1,1
Kitchener–Cambridge–Waterloo	4,1	6,5	6,1	6,1	1,6
London	2,8	4,3	4,5	4,5	1,1
St. Catharines–Niagara	2,2	3,5	3,5	3,5	1,3
Windsor	2,3	3,8	3,9	3,9	0,1
Oshawa	3,2	3,7	3,5	3,5	2,9
Sudbury	1,8	3,0	2,7	2,7	1,6
Thunder Bay	0,5	1,6	1,7	1,7	-0,3
Sault Ste. Marie	---	---	---	---	---
Croissance de l'emploi – Ontario (var. ann. en %)	2,2	2,9	1,6	1,6	0,5
Toronto	-0,7	3,5	2,0	2,0	0,7
Ottawa	5,5	6,3	1,9	1,9	-5,7
Hamilton	1,9	-0,5	-0,4	-0,4	6,0
Kitchener–Cambridge–Waterloo	3,7	4,4	8,1	8,1	-1,1
London	2,1	7,2	-0,4	-0,4	3,8
St. Catharines–Niagara	6,5	4,9	0,1	0,1	-1,3
Windsor	2,1	2,0	6,2	6,2	0,0
Oshawa	3,5	1,1	0,0	0,0	9,0
Sudbury	2,5	3,5	-2,2	-2,2	6,7
Thunder Bay	-3,0	4,0	1,9	1,9	4,4
Sault Ste. Marie	---	---	---	---	---
Taux de chômage – Ontario (%)	8,4	5,7	5,6	6,8	7,7
Toronto	9,6	6,5	6,3	7,8	8,8
Ottawa	6,1	4,1	4,5	5,7	6,2
Hamilton	7,0	4,9	5,3	6,7	7,0
Kitchener–Cambridge–Waterloo	6,6	5,7	6,0	6,9	7,6
London	8,2	5,8	5,1	6,5	6,5
St. Catharines–Niagara	10,8	5,5	5,7	7,5	6,8
Windsor	9,5	7,3	6,4	8,1	10,2
Oshawa	7,9	5,4	5,5	6,7	8,8
Sudbury	7,8	4,2	4,6	5,6	5,9
Thunder Bay	7,5	5,2	4,4	4,0	4,8
Sault Ste. Marie	---	---	---	---	---

RMR : région métropolitaine de recensement; Cumul 2025 : annualisé, basé sur les données de janvier à octobre

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques